

the United States might prevent us reaching the sea, as we were at present. But every one knew that that is one of the most remote contingencies which could possibly be conceived.

Sir George E. Cartier—I do not think so.

Mr. Mackenzie thought so, and questioned if a single Commercial man in the House could be got to express the belief that the Americans were prepared to cut their own throat to spite us.

Sir George E. Cartier—They did so to a great extent in abolishing the Reciprocity Treaty.

Mr. Mackenzie said that a great many people in the States held that the abrogation of that Treaty was a benefit to them. Having noticed the absurdity of building the North Shore road on military reasons, the hon. gentleman alluded to a very remarkable passage in a letter of Lord Adderly to the Secretary of the Treasury, in which he says, under date 16th May,—“But his Grace has since understood it to be probable that the route by the Bay of Chaleurs will be selected, which is the one that would best suit Imperial purposes.” (Hear, hear.) The House would be curious to know what document was here alluded to. Evidently some representations had been made to the Colonial Secretary prior to that date, or else he have made this statement. Did the Government mean deliberately to deceive the House in the representations made last session respecting the location of the route? (Hear, hear.) It was very clear that some communications had passed between the Government, and the Colonial Office on the question of the route.

Sir John A. Macdonald said that no official information of the nature alluded to had been furnished to the Colonial Office.

Mr. Mackenzie would, of course, accept the statement of the Premier, but it was tolerably evident that some information had been given. (Hear, hear.) The honourable gentleman next noticed the anomalous position in which the Minister of Customs and the Minister of Public Works were placed by the selection of the North Shore route—a route which they had declared, in an unofficial way, nothing would ever induce them to assent to. The Premier was also under-

puissent à tout moment nous empêcher d'atteindre la mer, comme ce serait le cas actuellement. Mais chacun sait qu'il s'agissait là de l'une des éventualités les moins réalistes que l'on pouvait concevoir.

Sir George-É. Cartier ne pense pas ainsi.

M. Mackenzie le pense et demande s'il en est un seul à la Chambre qui puisse exprimer l'opinion que les Américains seraient disposés à se couper eux-mêmes la gorge pour nous contrarier.

Sir George-É. Cartier dit que c'est ce qu'ils ont fait dans une grande mesure lorsqu'ils ont aboli le Traité de Réciprocité.

M. Mackenzie dit que bon nombre de gens aux États-Unis soutiennent que l'abrogation de ce Traité leur a profité. Après avoir remarqué l'absurdité de la construction de la route du littoral Nord pour des raisons purement militaires, l'honorable député fait allusion à un passage tout à fait remarquable d'une lettre adressée par Lord Adderly au Secrétaire du Trésor et dans laquelle il dit, en date du 16 mai,—«Mais Sa Grâce a compris depuis lors qu'il était probable que la route passant par la Baie des Chaleurs serait choisie, c'est-à-dire celle qui répondrait le mieux aux desseins impériaux». (Bravos.) La Chambre aimerait savoir à quel document il est fait allusion. Il est évident que certaines instances ont été présentées au Secrétaire aux Colonies avant cette date, sans quoi il n'aurait pas pu faire cette déclaration. Le Gouvernement voulait-il délibérément tromper la Chambre par les instances présentées au cours de la dernière session à propos de la situation de cette route? (Bravos.) Il est certain qu'une correspondance a été échangée entre le Gouvernement et le Secrétariat aux Colonies à propos de cette route.

Sir John A. Macdonald dit qu'aucun renseignement officiel du genre de ceux auxquels il est fait allusion n'a été transmis au Secrétariat aux Colonies.

M. Mackenzie est tout disposé, bien sûr, à accepter la parole du Premier Ministre, mais il n'apparaît pas moins évident que certains renseignements ont été transmis. (Bravos.) L'honorable député fait ensuite remarquer la situation anormale dans laquelle ont été placés le ministre des Douanes et le ministre des Travaux publics pour ce qui est du choix de la route du littoral Nord à propos de laquelle ils ont déclaré de manière officieuse que rien ne pourrait jamais les pousser à